

# Un programme d'action unifié

## Renforcement des capacités et coopération Sud-Sud

Auteur : Rafael Uribe Iregui, directeur adjoint de l'Action sociale, Agence présidentielle pour l'action sociale et la coopération internationale, Bogota, Colombie < [ruribe@accionsocial.gov.co](mailto:ruribe@accionsocial.gov.co) >

**Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont entamé récemment un processus passionnant de coopération régionale, dont le pilier central, le développement des capacités, sert à promouvoir la justice sociale et le développement économique.**

Le degré de développement économique varie grandement d'un endroit à l'autre de la région. Malgré leurs atouts et leurs ressources, certains des pays les plus pauvres ne réussiront probablement pas à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixés pour 2015. Les pays à revenus moyens ont la responsabilité morale de faire le nécessaire pour réduire autant que possible ou même éliminer les inégalités sociales.

À mon avis, le renforcement des capacités doit ouvrir la voie à une coopération Sud-Sud plus efficace. Il permettra à tous les pays participants de consolider leurs actions en faveur du développement et de renforcer leurs liens avec des partenaires externes.

Lors d'un séminaire régional sur le renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud, tenu à Bogota en septembre 2004, les pays participants et les bailleurs internationaux ont réitéré leur engagement politique dans le processus. Cet engagement a entraîné l'apparition de diverses stratégies et initiatives nouvelles, en particulier la création d'un Fonds régional pour la coopération Sud-Sud. Une des réalisations les plus importantes, toutefois, a consisté à ramener les pays à revenus moyens dans l'arène du développement. En conséquence, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont maintenant un programme d'action unifié concernant les changements que les bailleurs internationaux doivent soutenir en vue de la réalisation des OMD.

Malgré les résultats encourageants remportés jusqu'à présent, nous devons encore trouver des solutions aux nombreuses difficultés pratiques qui découlent des inégalités entre les pays. Certes, nous avons répertorié les atouts de chaque pays, mais il s'agit maintenant de décider comment nous allons les employer. Quels mécanismes faut-il utiliser ? Qui s'en chargera ? Il risque d'être difficile d'organiser des événements, par exemple, dans un pays dont la gouvernance est déficiente, les institutions faibles et les ressources financières et humaines inadéquates. Et la réalisation d'un projet peut y prendre beaucoup de temps. Il a été décidé d'établir une présidence tournante qui est assurée actuellement par la Colombie. Néanmoins, je tiens à souligner que tous les pays ont montré un grand intérêt pour le processus, ce qui a permis de prendre rapidement des décisions et de passer à l'action sans tarder.

Je suis fier d'avoir participé à ce processus de coopération entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et de travailler avec des personnes qui croient fermement que nous irons beaucoup plus loin si nous restons unis. Je suis heureux également de voir la Colombie tirer parti de sa position stratégique et de son leadership politique et technique, et devenir un centre régional pour la coopération Sud-Sud.